

Ensemble contre la destruction de l'Éducation nationale, de la maternelle à l'université

Ce mois d'avril est critique pour l'avenir de la formation des enseignants et les conditions d'exercice de leur métier. Le gouvernement est en train de mettre en place tous les ingrédients d'un désastre annoncé : formation professionnelle et disciplinaire bâclée, concours défigurés, organisés selon un calendrier absurde, IUFM démantelés, masters fourre-tout, précarisation des enseignants, suppression de 16 000 postes, 1,6 millions d'élèves dans des classes assurées à temps plein par de jeunes enseignants sans expérience ni formation, qui auront dû financer leurs études un an de plus. Et en même temps, face à cette pression forcenée d'un gouvernement déterminé à casser le service public d'éducation nationale comme l'ensemble du service public, tous les acteurs de terrain manifestent leur refus unanime : enseignants du primaire, du secondaire, du supérieur, formateurs, chercheurs, étudiants, parents d'élèves, associations, syndicats, sociétés savantes, membres des jurys, tous refusent de baisser les bras et d'accepter cette régression sans précédent. La pétition lancée par la CNFDE, déjà signée aujourd'hui par 75 000 personnes, montre le caractère populaire de ce mot d'ordre : "La formation des enseignants : un investissement pour l'avenir !"

Mais les stratégies de ce mouvement de rejet sont diverses, elles adoptent des modalités variées selon les situations locales, selon les appréciations du rapport de force. Certains pensent sauver la formation des enseignants en faisant la part du feu et en aménageant les maquettes, les concours, les stages. D'autres pensent plus efficace de refuser en bloc toute participation à la mise en place de cette caricature de réforme. Ces mouvements divers, qui n'ont pas l'aspect unitaire et visible de nos actions de l'année dernière, nous font courir le risque de la division, dans une atmosphère d'incompréhension et de surenchère concurrentielle, alors même que le rejet de cette réforme est unanime.

C'est dans ce contexte que le secrétariat de la Coordination Nationale de la Formation Des Enseignants, associée à la CNU et à SLU, a estimé nécessaire de proposer une réunion nationale, au cours de laquelle il sera possible de confronter ces différentes positions et de tenter de définir une ligne de front commune.

la CNFDE, la CNU, SLU

invitent

toutes les parties prenantes de la formation des enseignants (délégués des IUFM, des UFR, des établissements primaires et secondaires, étudiants, parents d'élèves, syndicats, associations, sociétés savantes, coordinations) à participer à

une assemblée générale unitaire

Samedi 10 avril, de 10 h à 17 h
Au centre Censier
13, rue Santeuil, Paris 5e
Salle 437

Un ordre du jour, centré sur les moyens d'action contre la réforme dite de « mastérisation » sera diffusé ultérieurement.

Pour faciliter l'organisation,
voici un lien permettant, non pas de s'inscrire, mais d'indiquer son intention de participation,
en indiquant simplement son établissement d'appartenance :

[https://docs.google.com/Doc?
docid=0AbFlotqYzPCyZGQydHhiOHpfMWQ5Z24zeGdw&hl=en](https://docs.google.com/Doc?docid=0AbFlotqYzPCyZGQydHhiOHpfMWQ5Z24zeGdw&hl=en)

Ne pas oublier d'enregistrer le document avant de quitter.
Le SNESup, le SNPI et la FCPE ont annoncé leur participation.